



REUNION CADASTRE 14 DECEMBRE 2017 – ANGOULEME

Dans le fil des réunions organisées par la CGT sur le cadastre, celle-ci a réuni 22 collègues de toutes catégories issus des départements 16, 17, 24, 86 et 87.

Les CDIF et la BNIC sont représentés .

D'emblée, les participants ont abordé le sujet de la formation : ce sont des évolutions très négatives, voire inquiétantes pour des techniciens du cadastre ; en effet, la DG se gargarise de méthodes modernes, voire révolutionnaires (drones, orthophotos, etc.) mais ces outils nécessitent des formations spécifiques pour tous. Pour les inspecteurs, il y a une baisse quantitative (volume horaire) et quantitative ; pour les B géomètres, la fiscalité fait une brusque irruption dans le paysage... Rien de bon à attendre pour les collègues de ces nouvelles (et nièmes) régressions : cela devient lassant, parfois humiliant d'être ainsi ballottés, sans jamais avoir de visibilité.

A propos de visibilité, les restructurations n'en ont proposé aucune ! Certains départements voudraient se lancer dans la création de SDIF, mais ne savent pas comment faire : c'est très complexe ! Comment en effet être sûr de pouvoir combiner de manière rationnelle environnement de travail et bon déroulement de la mission ?

Il faut que la DG puisse aider les directions à évoluer, sinon, il y aura autant de façon de restructurer que de départements, avec une altération globale de la mission dans toutes ses dimensions. Certains collègues font déjà état d'un éparpillement, voire un émiettement de la mission lié à des ruptures à l'intérieur des services. En effet, ceux qui ont connu la rupture entre SIP et PTGC lors de CDI/CDIF ont perdu leurs interlocuteurs habituels pour assurer le suivi fiscal : plus personne à qui transmettre l'info recueillie sur le terrain pour l'exploiter .

En effet, et en se gardant de jeter la pierre aux services, les priorités du SIP sont assez évidentes : ce n'est pas la FDL qui arrive en tête, loin de là ! Si l'on doit donc regarder de plus près la fiscalité locale, comme la DG semble vouloir le faire, qui expliquera aux chefs de SIP qu'ils doivent y accorder une importance au moins égale aux autres impôts ? Dans un contexte de mise en place du prélèvement à la source, les participants s'interrogent sur la capacité globale des services à faire face à d'énormes enjeux qui du coup deviennent tous prioritaires !

Il y a donc bien un sujet pilotage/visibilité qui, s'il est bien mené, doit permettre non seulement d'assurer la cohérence globale de la mission sur tout le territoire, mais aussi d'afficher le réel état de la fiscalité locale aujourd'hui. Cela permet aussi de pondérer l'effet des restructurations et d'éviter trop de dispersion.

Sur l'inflexion que la DG veut donner, tous les collègues sont unanimes : ils se sentent agents de la DGFIP, donc continuent à ce titre à « faire » de la FDL : recherche d'exhaustivité de LASCOT, contentieux, CCID se sont poursuivis malgré souvent des consignes contraires . Cependant, les directions ont souvent compris l'intérêt qu'elles avaient à ce que tout fonctionne « en symbiose » : ce qui est dénoncé dans un département fait l'objet d'une indifférence « bienveillante » dans un autre, parfois même entre 2 résidences d'un même territoire, l'attitude de la direction n'est pas la même !

Par contre, si chacun des participants considère que la fiscalité (la saisie dans MAJIC n'en est pas la précision est nécessaire !...) fait partie du métier et de la mission, il n'est pas question de délaissier la mise à jour du plan cadastral : c'est une donnée de référence, et on ne peut se contenter que de la mise à jour du parcellaire, le bâti revêt la même importance... L'article L 127-10 du code de l'environnement le précise d'ailleurs et donne le même « poids » au parcellaire et au bâti.

Cependant, les participants ont conscience qu'ils ne pourront pas tout faire : baisse des moyens et des effectifs, structures inadaptées, attentes très (trop ?...) fortes des collectivités, vont les conduire à faire des choix.

Concernant la mise à jour du bâti, celle-ci peut tout à fait être concomitante à la mise à jour de la FDL, mais les techniciens devront faire des choix afin que l'ensemble soit équilibré. A ce titre, ils souhaitent qu'il leur soit fait confiance pour mener à bien et dans les meilleures conditions le ré-équilibrage opéré : la mission repose effectivement sur 3 piliers (fiscal, topo et foncier) et tous les cadastraux présents considèrent qu'ils sont formés pour assurer leur mission, y compris dans le contexte difficile que nous connaissons aujourd'hui.

Certes, il y a des exigences fortes : les usagers « veulent du cadastre » partout et chacun a le souci de répondre au mieux à ces attentes : il faudra donc s'adapter pour répondre à ces demandes... Cela tord d'ailleurs le cou à l'idée couramment répandue et répétée en boucle par certains directeurs qui considèrent « qu'il ne sert à rien !... » A cet égard, après le passage de la dévastatrice tempête Xynthia, c'est bien vers le cadastre que les pouvoirs publics se sont tournés pour demander l'établissement d'un canevas de points connus en altitude notamment... Il faut que la DG donne suite à ces travaux : la mutualisation de cette initiative sera forcément utile au plus grand nombre.

Cette perpétuelle défiance qui transpire dans le peu de rapport que les agents ont aujourd'hui avec leur direction finit par peser sur la mission elle-même. Cela détériore les conditions de travail, et finit par obérer le travail lui-même !

En effet, le dialogue doit être restauré (voire instauré souvent !...) entre tous les acteurs de la mission et leur hiérarchie : il y a un vrai besoin « de se parler », et pas seulement pour donner des ordres, encore moins pour humilier les acteurs de la mission (c'est hélas fréquent) mais pour échanger, mutualiser les initiatives, les améliorations sur tous les pans de la mission.

Ici existe une base de données départementale qui regroupe toutes les demandes de PC et DP : il suffit d'y piocher quand il y a des manques, là des conventions d'échanges de fichiers sont passées avec les collectivités locales... Il est facile de constater qu'il existe des initiatives qui vont dans le sens d'une FDL mieux assise parce que mieux suivie ! Les directions, les inter-régions doivent s'emparer de ces sujets, réunir les acteurs pour faire des propositions d'évolution : c'est assez différent de la verticalité actuelle, où les ordres et contre-ordres se bousculent, parfois même contradictoires entre eux et avec les textes en vigueur !

Pour conclure, il n'y a pas d'hostilité particulière à la reprise de la FDL mais cela ne se fera pas « FDL vs Mise à jour du plan ». Cela doit se mener de front avec les adaptations nécessaires dictées par nos moyens actuels. Cette adaptation ne peut se faire qu'en local en concertation avec tous les acteurs de la mission, et non de manière verticale, pour éviter les crispations.

L'ensemble des collègues pense que le dialogue « métier » local, régional, inter régional et national, doit se reconstruire : réunions métiers, pilotage, échanges, etc. tout cela doit être revu dans un esprit constructif : inutile que les directeurs s'amuse à souffler sur des braises, à manier des peurs... Cela n'a aucun intérêt.